

QOOT  
19/04/20

# «Faut-il sauver le Centre dramatique de La Réunion ?»



À l'île de La Réunion, la mairie de Saint-Denis a créé la surprise en affichant son souhait de renoncer au Centre dramatique régional déjà créé dans des conditions rombolesques il y a dix-huit ans. Un comité de soutien est en train de se constituer.

Le retrait de la ville de Saint-Denis de La Réunion du financement du théâtre du Grand Marché scèle la fin d'une expérience de dix-huit années de Centre dramatique, soit de tergiversations politiques, d'errances idéologiques et d'échecs artistiques. Sous le nez de deux grands absents : les artistes et le public. Mais avant d'exiger le maintien d'un centre dramatique digne de ce nom dans l'île, un examen de conscience est nécessaire.

Avant tout, l'actuel centre est né d'une double expropriation. Expropriation du théâtre Volland de son lieu, le Grand marché, fondé en 1981 et expropriation de son statut de Centre dramatique en préfiguration, octroyé en 1987. Cette préfiguration était le fruit du succès populaire de la compagnie lors de la parenthèse enchantée des « années Mitterrand » qui avaient vu l'émergence à La Réunion d'une musique et d'un théâtre nouveau. Dès les années quatre-vingt-dix, le clientélisme reprenait ses droits (1) et, jugé incontrôlable et trop populaire, le théâtre Volland devait disparaître. La création du centre dramatique en 1998 aura donc pris dix ans, Volland persistant à rester la première compagnie théâtrale réunionnaise, donc « bankable ». Le problème sera réglé dans l'arbitraire par l'État, condamnation en correctionnelle interdisant à son directeur de postuler à un emploi public et mise en redressement judiciaire de la compagnie pour sept ans. Pour sauver sa peau, le théâtre Volland se lancera dans la création lyrique - trois opéras à ce jour.

## On touchera à l'absurde avec « Doktèr kontrekèr »

Exit Volland. Quel nom donner au Centre ? Pas question de l'appeler Centre dramatique réunionnais ou de « La Réunion » (2). Va pour Centre dramatique de l'océan Indien et la nomination d'un métropolitain, Vincent Colin, metteur en scène sortant d'une création franco-vietnamienne. Un scénario pour plaire à Margie Sudre, réunionnaise, métisse d'origine asiatique et alors ministre de la francophonie.

Troupe partie de zéro, à l'écart du vivier local. Après quelques succès initiaux, le directeur fera face à des élus hostiles et procéduriers et jettera l'éponge. Son ultime création : « Les mariés de la tour Eiffel », de Jean Cocteau, un

choix quelque peu méprisant pour La Réunion, sera jouée au festival in d'Avignon et interrompue par une alerte à la bombe (3). Exit la francophonie.

Vu de loin, avec ses visages bananés, ses échecs scolaires et ses « Chaudron » en révolte, La Réunion ressemble à une banlieue. Va pour un métropolitain « beur » comme directeur. Ce sera Ahmed Madani, de Mantes-la-Jolie. En 2003, à lui d'assumer les habituelles contradictions : faire de la culture française en soutenant la culture réunionnaise, produire ses propres créations tout en soutenant celles des autres, etc. C'est à dire jouer sur tous les tableaux et (dé)plaire à tout le monde. Faute prétendument de texte disponible - un colloque organisé au Grand Marché décrète que le théâtre réunionnais « n'existe pas » -, Madani va se rabattre sur les traductions « en créole » de pièces du répertoire et des mises en scène de contes et légendes. On touchera à l'absurde avec un « Médecin malgré lui » de Molière traduit en créole « Doktèr kontrekèr » qui tournera en France ! En 2006, Ahmed Madani, qui aura plutôt fait tout ce qu'on lui demandait et restera comme le moins mauvais des directeurs, démissionnera, épuisé et découragé.

## Demander des comptes sur les errances passées

Dans le match des nominations entre un ministre qualifié de « pro-métropolitain » et le clan « droite et gauche confondues » - des « Réunionnais », ce dernier va enfin l'emporter. En deux temps. Par compromis, on choisit une direction bicéphale : un enseignant de théâtre, Pascal Papini, auquel on adjoint une auteure réunionnaise, couvée depuis des années par la Drac et les administrations locales, Lolita Monga (Legros).

Le seul hic, et il est de taille : la bientôt unique directrice - dès 2010 - a, certes, un bon profil, celui de femme et de Réunionnaise, mais n'a jamais eu les faveurs du public ni obtenu de reconnaissance nationale. Il s'en suivra une sorte de lent délitement du centre, d'agonie douce, de déclassement : pas de scandale, une presse locale atone, pas de création probante, des salles remplies aux trois quarts par des élèves, des opérations gentillettes.

Une sorte d'extinction théâtrale qui a l'heur de plaire aux autorités locales : ils reconduisent trois fois la directrice sans appels à candidature, sans publicité et sur la foi de bilans mitigés. L'information ne circule plus, les médias ne trouvent rien à redire et, à la moindre critique, le Préfet décore la directrice.

Pusillanime, la direction parisienne des théâtres, qu'on a connue si exigeante a déserté le terrain et laissé faire. Où est le problème, finalement ? Dans le monde artificiel des élus et des administratifs, tout conflit et toute remise en question du système est malvenue. On a donc verrouillé et encouragé du théâtre sans oeuvres et sans public. Mais qu'est-ce que le théâtre sans mise en danger, sans perspective historique et politique, sans enjeu humain ? Dans une île qui a connu l'esclavage, l'oppression coloniale, le chômage massif, l'émigration, la sous-instruction ? Cette mise sous cloche de l'avenir culturel des Réunionnais et de sa jeunesse flirte avec l'irresponsabilité et le j'm'enfoutisme.

Sans avancer d'arguments clairs, sinon pécuniaires et le vague regret d'un public « populaire » qui était celui du théâtre Volland, la mairie de Saint-Denis a précipité la chute du centre. Sidérees, nul doute que les élites concernées râlent. Oui, il faut préserver l'existence d'un Centre Dramatique - national ? - à La Réunion.

Mais pas à n'importe quel prix : aux artistes, à l'opinion publique de demander des comptes sur les errances passées. Comment une camarilla a-t-elle pu bloquer la machine tant d'années durant, persécuter tant de créateurs et ruiner tant de carrières car une génération, au moins, demande réparation : la génération « Lepervenche » de Volland.

Une inspection du ministère de la culture, honnête et impartiale est aujourd'hui nécessaire. Que chacun s'explique et réponde aux questions. Que s'expriment aussi Vincent Colin et Ahmed Madani, contraints au silence à leur départ.

Au nom des Réunionnais, un rapport devra être rendu public, des responsabilités devront être établies et des propositions avancées. Alors seulement créateurs et comédiens se mobiliseront pour un véritable Centre dramatique à La Réunion. »

**Emmanuel Genvrin/  
Théâtre Volland**

1) De plus et par tradition, les politiciens locaux n'aiment pas la « culture », dépense inutile à leurs yeux. Michel Debré doit imposer le théâtre de Saint-Gilles, le théâtre de Saint-Denis qui brûla dans les années vingt ne fut reconstruit que dans les années quatre-vingt à Champ Fleuri. Une exception : le conservatoire de musique né de la volonté d'un président de Région centriste, Pierre Lagourgue. À gauche, ce ne fut pas mieux, le Parti communiste réunionnais ne développa pas la création ni le spectacle vivant et le PS s'en remit vaguement aux services de l'État.  
2) Celui de la Martinique s'appelait bien de la Martinique et non « des Caraïbes ».  
3) Présente lors du même festival avec son spectacle Séga Tremblad, la troupe Volland sera faussement accusée et surveillée par la police.